L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 30 MAI 1878. 51me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI 30 MAI 1878.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, au No 82 rue Douane, entre Chartres et Passage de la Bourse, à 7 heures du soir—livres de loin.

Par D. E. Morphy & Son, au No 73 rue Decatur, entre Bienville et Conti—le contenu de cette manufacture de vinaigre.

Occasion rare.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

LES BONS D'ETAT

prêtés aux Banques foncières.

Nouvelle décision du bureau de conversion.

Si avantageux qu'il pourrait être à certain point de vue, de mettre de côté une dette d'Etat de près de Cinq millions afin de permettre l'émission de deux millions de nouveaux Bons en faveur du chemin de fer du Pacifique, encore faut-il prendre en considération le droit et l'équité. Si l'obligation ancienne contractée par l'Etat pour aider les Banques foncières en vue de soutenir l'agriculture est légale, il nous semble qu'il ne convient pas de la sacrifier au profit d'une dette toute nouvelle en faveur d'une entreprise qui n'est encore qu'à l'état de projet.

Il y a une chose certaine et dont les porteurs de Bons d'Etat doivent prendre note, c'est que soit par la conversion à 60 0/0 des $4,800,000 de Bons prêtés aux banques foncières, soit par l'émission de Deux millions de Bons nouveaux pour le chemin de fer du Pacifique, la limite constitutionnelle de quinze millions sera atteinte.

Il y a une chose non moins certaine, c'est que cette limite ne peut être dépassée. Le jour où le montant des Bons d'Etat nouvellement émis s'élèvera au chiffre de Quinze millions, les émissions devront cesser, les livres devront être fermés, et le gouverneur et l'auditeur devront s'abstenir de signer un seul nouveau Bon en faveur de qui que ce soit. Cela nous paraît incontestable.

C'est pourquoi nous avons fait ressortir la difficulté qui pourrait s'élever si les $4,800,000 de Bons des banques foncières étaient présentés à la conversion, d'une part, pendant que de l'autre, le Chemin de fer du Pacifique réclamerait le complément de ses deux millions de Bons. Il serait impossible de satisfaire l'une et l'autre demande.

C'est pour cette raison que la Cour Suprême a dû, selon nous, refuser de légaliser la nouvelle dette de deux millions jusqu'à ce qu'il fût devenu certain par l'achèvement des opérations de conversion, que cette émission ne dépasserait pas la limite constitutionnelle. La Cour était liée par son arrêt dans l'affaire LeSassier et Binder qui décidait que les Bons prêtés aux banques foncières n'étaient ni une dette éventuelle, ni une dette conditionnelle, mais une dette directe, engageant l'Etat comme principal, directement et sans condition.

L'arrêt dont s'agit, tant rendu sur ce qu'on appelle "la test case" et il faisait jurisprudence pour tous les Bons des banques foncières. Il était si bien considéré comme tel par le bureau de conversion, que ce bureau, dans sa séance du 1er mai, a *ordonné* la conversion des Bons suivants, faisant partie des Bons prêtés par l'Etat à l'Association consolidée des Planteurs :

Présentés par la maison	
Forstall	$79,927 50
Par Chs. F. Hoffmann	74,289 50
Par A. Lurla, caissier	74,820 00
Total	$231,037 00

Dans sa séance du 16 avril, le Bureau avait, d'ailleurs, adopté la résolution suivante :

Résolu, que le Bureau est d'avis que la décision de la Cour Suprême dans l'affaire LeSassier et Binder, s'applique à tous les Bons émis par l'Etat de la Louisiane et prêtés à l'Association consolidée des Planteurs, quant aux conditions exigées par la loi 11 de 1875, et qu'en conséquence, en vertu de la dite décision tous les dits Bons, valides et véritables, devront être convertis, en conformité avec les règlements.

Ainsi, le Bureau s'inclinant devant la décision de la Cour Suprême, déclare, le 16 avril, que cette décision s'applique à tous les Bons de même catégorie, et *ordonne*, le 1er mai, la conversion de tous les Bons présentés, soit $231,037.00.

Il semble que ce soit une affaire réglée, qu'il n'y ait plus à revenir. Les porteurs des huit cent et tant de mille piastres de ces Bons sont avertis qu'ils peuvent les convertir.

Ils devront être singulièrement étonnés en apprenant que, dans la séance du 28 mai, le Bureau de conversion est revenu sur sa résolution du 16 avril et qu'il a rescindé son ordre du premier mai. On lira plus loin le compte-rendu de cette séance et les raisons données à l'appui de ce revirement. Les raisons sont l'opinion inexplicablement exprimée par la Cour Suprême dans l'arrêt du six mai sur les deux millions de Bons du Pacifique.

Si le premier texte de l'arrêt pouvait faire croire au Bureau que la Cour, dans le cas où elle serait saisie à nouveau de la question de conversion des Bons, la *désirait autrement*, le texte rectifié n'autorise plus une pareille supposition. Nous ne pouvons donc partager l'opinion exprimée par l'honorable membre, M. Kennedy, que la Cour Suprême puisse renverser la décision rendue dans l'affaire LeSassier.

Le Bureau ne devait prendre en considération que la décision unique rendue dans l'affaire des Bons. Dans l'affaire des deux millions, les Bons des banques foncières n'étaient pas en cause, et l'opinion incidemment exprimée ne devait avoir aucune valeur, aucun poids pour le bureau, qui n'était pas censé la connaître.

Il n'est pas admissible que la Cour Suprême doive être sollicitée de se prononcer plusieurs fois sur des Bons de même catégorie. Un premier arrêt doit fixer le sort de tous ces Bons.

Cependant, les partisans d'une seconde épreuve peuvent faire valoir qu'en fait il n'y a eu aucun Bon de converti, puisque M. LeSassier a retiré les trois Bons par lui présentés. Mais on peut répondre que tout porteur de ces Bons peut les représenter à nouveau et en exiger la conversion.

Dans son arrêt sur les deux millions du Pacifique, la Cour a dit que "les questions présentées dans cette affaire n'avaient pas été examinées par elle dans l'affaire LeSassier."

Cela est vrai, nous avons examiné attentivement la décision lue par le juge De Blanc et nous avons pu constater qu'elle ne répond qu'aux objections—bien mal fondées selon nous—tirées de la prescription et de la non authenticité des signatures. Comment se fait-il que la Cour n'ait rien dit des objections fondamentales contenues dans le rapport du comité du Bureau de conversion, objections tirées des amendements et du bill de conversion ? En admettant que l'avocat-général ait oublié de les faire valoir, la Cour devait avoir sous les yeux le texte du rapport.

Au fond, néanmoins, la décision ne pouvait être différente de ce qu'elle a été. Le texte même des Bons ne permet aucun doute sur le caractère de la dette qui n'est ni éventuelle, ni suspecte, ni contestable à aucun titre.

Si l'affaire, par suite de la nouvelle décision du Bureau, revient devant la Cour Suprême, nous croyons qu'il est impossible que la Cour refuse d'ordonner la conversion. La dette a été dix fois reconnue par des actes législatifs, l'Etat l'a reconnue en prenant possession de l'actif, et le Bureau lui-même a reconnu la dette comme une dette éventuelle, bien que le texte des Bons lui donne le caractère de dette directe.

En résumé, nous considérons que le gouverneur Nicholls et Forsteur Bush étaient dans le vrai en demandant que le Bureau maintînt sa première résolution. La majorité s'étant prononcée dans le sens contraire, il faudra que la Cour Suprême exprime une opinion finale et qu'elle tâche de mettre d'accord ses deux arrêts précédents. Nous espérons que cette fois, elle prendra en considération toutes les faces de la question.

Bureau de Conversion.

SÉANCE DU 28 MAI 1878.

Le Bureau se réunit sous la présidence du gouverneur Nicholls : présente, le lieutenant-gouverneur, le secrétaire d'Etat, l'auditeur, le trésorier, l'orateur de la Chambre et l'agent fiscal; absente, le président de la Bourse au coton.

Le gouverneur dit qu'il a réuni le Bureau pour s'occuper de la question des Bons de l'Association Consolidée des Planteurs. Il est toujours d'avis que ces Bons doivent être convertis. Il y a un arrêt de la Cour Suprême qui le décide ainsi d'une façon finale; depuis, dans un autre, la Cour semblait avoir changé d'avis, mais elle a corrigé sa décision de façon à détruire l'impression produite par le premier texte. Le gouverneur pense donc que le Bureau doit convertir les Bons, ce qui réduira la dette de 40 pour cent, et ensuite parce que la décision du Bureau aura une portée sur laquelle que doit rendre la Cour des Etats-Unis à laquelle on a demandé de mettre l'Association dans les mains d'un receveur.

Si les Bons étaient convertis, l'Etat aurait la possession de l'actif, ce qui rendrait sa position plus forte. Cela ne doit inquiéter en rien les porteurs de Bons consolidés. Les seules personnes intéressées à ce que ces Bons de soient pas convertis, seraient les receveurs et M. Kennedy. L'Etat a intérêt a la conversion. Ce qu'il dit s'applique à tous les Bons de la Série.

Le lieutenant-gouverneur Wiltz déclare que, comme l'un des receveurs, il n'a en vue que l'intérêt de l'Etat, et que ni lui ni M. Etats n'ont la moindre objection à la conversion des Bons. Ce sont les actionnaires qui sont intéressés à la liquidation des affaires de l'Association.

Le gouverneur Nicholls déclare que ce qu'il a dit ne s'applique pas au lieutenant-gouverneur, mais aux autres receveurs, particulièrement à M. Flanders.

M. *Le Sassier*, qui est présent, déclare qu'il a retiré les Bons présentés par lui à la conversion, parce qu'on lui en a offert un prix plus élevé que ce qu'il pourrait retirer des Bons consolidés.

L'auditeur Jumel dit qu'il ne sait pas exactement ce qu'a voulu la Cour Suprême.

Le lieutenant-gouverneur Wiltz fait la motion de rapporter la résolution ordonnant la conversion des Bons; l'auditeur seconde la motion.

M. Kennedy rappelle que la loi de conversion rend possible d'une amende de $5,000 tout membre qui convertit un Bon non valide. Il pense que le juge Billings rendra une décision qui mettra toute l'affaire dans les mains de l'Etat.

Le secrétaire d'Etat pense que la cour suprême maintiendra l'Etat en possession de l'actif, mais si on peut obtenir cette possession sans conversion, il votera contre la conversion.

Le lieutenant-gouverneur cite le rapport et la résolution du Bureau sur la première proposition de conversion.

M. Kennedy lit les deux textes de l'arrêt du 6 mai, de la Cour Suprême, relatifs aux Bons en question. L'arrêt avait été publié le 7, l'altération a eu lieu le 18 mai. Malgré cette modification de l'opinion exprimée, M. Kennedy croit toujours que la Cour n'ordonnerait plus la conversion, et que si le Bureau ne rescinde pas sa résolution, il devra convertir tous les Bons de l'Association. Il pense qu'il faut procéder par justice pour les porteurs de Bons consolidés qui croient que le Bureau va convertir tout ce qu'il y a dans la création, de sorte que cela fait baisser les consolidés.

L'auditeur persiste à dire que la Cour Suprême a voulu blâmer quelqu'un pour n'avoir pas fait son devoir.

M. Bush déclare qu'il adhère à la première décision de la Cour Suprême et il en lit un passage.

La motion du lieutenant-gouverneur de rescinder la résolution ordonnant la conversion est adoptée : ouis : Wiltz, Jumel, Strong, Dubuclet, Kennedy;—nons : Nicholls, Bush.

Sur motion, l'auditeur est autorisé à rendre les Bons présentés.

Afin de donner aux agents des porteurs de Bons l'occasion de faire décider la question dans les Cours, le Bureau décide qu'il refusera de convertir aucun Bon de l'Association consolidée, à cause de l'ambiguité de la récente décision de la Cour Suprême dans l'affaire des Bons du chemin de fer du Pacifique.

Si vous voulez des billets d'excursion à bas prix pour les localités les plus agréables, les plus fraîches et les plus salubres aux Etats-Unis, demandez-les à partir du 1er juin au bureau de la Grande Route de Jackson.

☞ Grande réduction de prix.—Chaussures à tous prix au Magasin Rouge, coin des rues Royale et Dumaine.

CHARBON.—CHARBON.— On attend le dernier envoi de charbon de la saison. Ainsi que les planteurs en profitent! Le bateau McDonald descend avec plusieurs barges qu'il placera sur divers points de la côte supérieure à des prix très modiques. S'adresser à M. A. Lambert & Co., rue Carondelet 24 1/2.

—On écrit de Carlsruhe au *Journal d'Alsace* :

On sait qu'un télégraphe souterrain est en voie de construction entre Berlin, Carlsruhe, Strasbourg et Metz. La ligne est achevée jusqu'à Hemsbach. Ces travaux occupent 600 ouvriers.

—Le soldat Georges Hochdahl, condamné, le 30 avril dernier, par le conseil de guerre à la peine de mort, pour voies de fait envers son supérieur, a été fusillé le 12 mai dans les fossés de la citadelle à Lille.

—Une grave nouvelle circule à Londres. Le roi de Suède a été invité à venir à Saint-Pétersbourg. La même invitation aurait été adressée, dit-on, au roi de Danemark, mais qui l'a déclinée.

—Mlle Anna-Catherine Strebinger, la fiancée d'Henri Rochefort, est allemande. Ses parents se sont établis il y a quelques années à Morges, près de Genève. Elle a 21 ans. Son futur mari en a 47. Il paraît que Mlle Strebinger est une femme lettrée, auteur de romans assez connus.

—Un bien joli dessin de Cham dans le *Charivari* :

Un monsieur et une dame sont devant la façade de l'Exposition, au fronton de laquelle se détache le mot PAX.

La dame.—*Mon ami*, quel est ce M. Pax ?

Le monsieur.—Celui qui a permis qu'on ouvre l'Exposition.

Le chemin de Jackson et ses correspondances pour la grande route à rails d'ACIER jusqu'à New-York. Un seul changement de wagon par cette ligne.

☞ Venez tous au Magasin Rouge, coin des rues Royale et Dumaine; les plus belles chaussures de la ville n'y trouvent

La dignité de la justice et les conflits de juridiction.

Nous déplorons pour la dignité de la justice les conflits de juridiction qui ont donné lieu hier et avant hier à des scandales dont nous rendons compte ailleurs.

Les opinions des juristes peuvent être partagées sur la validité des lois relatives à la loterie ou sur l'étendue des droits que ces lois confèrent. Nous ne faisons donc pas un crime aux juges mêlés des litiges auxquels donne lieu l'exécution de ces lois d'être d'avis différents. Mais ce que nous ne pouvons admettre, c'est que des magistrats sortent de leur rôle et se fassent parties aux procès en prenant l'initiative de procédures, même pour appuyer leurs décisions.

Le bureau de police avait justement puni un capitaine de police pour être sorti de ses attributions en intentant lui-même une procédure contre un magistrat, son supérieur. Le capitaine Kelly s'était assez mal excusé en invoquant le conseil qui lui avait été donné, à titre d'ami, par un avocat. Le conseil était mauvais comme il a pu s'en convaincre, et il eût mieux fait de s'en rapporter à son bon sens que l'on eût dû refuser le cas à ses supérieurs.

Mais que dire de la procédure imaginée par le juge municipal Smith ? Ce juge est avocat, cependant, et il est incroyable qu'il n'ait pas vu de prime abord dans quelle fausse position il se plaçait en faisant arrêter de nouveau un prisonnier relâché par ordre d'une cour supérieure à la sienne.

En admettant que le juge Houston eût eu tort de relâcher Agosti, rien n'autorisait le juge municipal, dont la juridiction et le rôle étaient complétement épuisés, à faire arrêter de nouveau pour le même fait le prisonnier libéré et à réédifier l'ancienne condamnation et l'ancien ordre d'emprisonnement.

L'autorité de la cour suprême pouvait seule être invoquée contre la décision du juge Houston et s'il n'y avait pas lieu à appel, une procédure quelconque pouvait être tentée pour obtenir l'opinion de la cour suprême. Mais c'était l'affaire des parties intéressées ou de l'avocat-général, non celle du juge municipal qui devait se contenter de juger les cas à lui soumis, suivant ses lumières et sa conscience.

Le second ordre du juge Smith pour l'emprisonnement d'Agosti, était selon nous, nul et irrégulier de toute évidence. La procédure imaginée par le juge Smith pour faire appuyer l'exécution de son ordre par la Cour Criminelle Supérieure, peut être considérée comme ingénieuse, mais elle est contraire à toutes nos notions juridiques. Elle a, cependant, été admise par le juge de la Cour Criminelle qui a cité un précédent, celui du juge Atocha, qui ne fait pas, croyons nous, autorité.

Si peu fondé que nous paraisse l'ordre adressé au shérif criminel par le juge Whitaker, il a, cependant, placé ce shérif dans une position très embarrassante et il a failli amener un conflit entre les deux shérifs et entre deux cours de même rang.

Il nous semble qu'en pareil conflit ne devrait pas être possible, ou que le devoir de l'avocat-général et de la Cour Suprême devrait être d'y mettre fin à l'instant même par une intervention. Si, sous la législation actuelle, il n'est pas possible à la Cour Suprême d'évoquer devant elle toute affaire qui donne naissance à un conflit entre deux Cours de district, il y a une lacune dans nos codes qu'il faudra combler à la prochaine session.

Il ne convient pas qu'un juge exige d'un shérif ou de qui que ce soit de s'exposer à la prison ou violant un ordre d'une autre Cour. Cela n'est pas juste et cela ne doit pas être. Le shérif ne peut être juge entre deux Cours et il ne doit pas être exposé à la prison pour mépris de cour parce qu'il lui est matériellement impossible d'obéir à deux ordres contradictoires.

A plusieurs reprises déjà, nous avons vu se produire des conflits analogues entre nos Cours et les deux shérifs, notamment à propos des marchés particuliers. Le devoir de la législature sera de rendre un pareil état de choses impossible par une loi qui fixe nettement les pouvoirs et les attributions des Cours et qui définisse le devoirs des shérifs dans le cas ceux-ci sont requis d'exécuter des ordres contradictoires.

Dans le cas actuel, il nous semble que l'avocat-général et la Cour Suprême avaient le devoir de s'interposer. Peut-être le gouverneur pouvait-il user de ses pouvoirs vis-à-vis des officiers qui lui auraient paru avoir excédé les leurs ou être sortis de leurs attributions.

Il ne pouvait permettre que les deux shérifs fissent couler le sang des citoyens pour faire respecter l'ordre d'une Cour en faisant violer celui d'une autre Cour, car quoiqu'ait été le shérif criminel, il y eût eu une atteinte grave portée à la dignité de la justice par la substitution de la force à l'autorité incontestée de la loi.

Le conflit matériel est heureusement évité, mais il importe du rendre impossible le retour d'une lutte analogue.

— *Le Réveil du Dauphiné* mentionne la mort d'un vieillard âgé de cent trois ans, nommé Joseph Nigon, habitant la commune de Charancieu, canton de Saint-Geoire.

Joseph Nigon avait été instituteur à Massieu-Saint-Geoire depuis 1813, et il avait instruit gratuitement les populations de cette contrée. En 1843, il transféra son domicile à Charancieu, dans une maison située au marais de Gandon, hameau de l'Etang-d'Hyères. Cette maison, entourée de toutes parts d'eau stagnante, est tellement humide que les clous des chaussures laissent une empreinte à chaque pas dans l'intérieur.

Malgré l'insalubrité évidente d'une pareille habitation, cet honorable vieillard a pu vivre jusqu'à cet âge avancé sans jamais avoir eu à éprouver la moindre douleur. Il est mort avec toutes ses dents; il a conservé toutes ses facultés jusqu'à son dernier moment, à part une dureté d'ouïe survenue à l'âge de huit ans. Quelque temps avant sa mort, il lisait son journal chaque jour sans avoir recours aux lunettes.

Dans le courant de sa centième année, une de ses petites filles, âgée de trois ans, jouant sur le bord d'une pièce d'eau servant à faire mouvoir les ateliers de M. Vincent Barral, mécanicien, son plus proche voisin, tomba dans l'eau ; elle allait infailliblement se noyer, lorsque le vieillard, sans hésiter, s'élança dans l'eau et put la retirer non sans de grandes difficultés.

☞ Pour tous genres de soulièrs, allez au magasin Rouge, coin des rues Royale et Dumaine.

Bulletin météorologique.

Mercredi, 29 mai, 2 h. 48 P.M.

Température (Fahrenheit) dans les villes suivantes :

Augusta, Géo	87	Memphis, Tenn	88
Corsicana, Tex	89	Mobile, Ala	93
Cairo, Ill	86	Montgomery, Ala	97
Cincinnati, O	81	Nashville, Tenn	85
Davenport, Iowa	82	New Orléans, La	84
Dubuque, Iowa	76	Omaha, Neb	70
Galveston, Texas	87	Pittsburgh, Pa	71
Indianola, Texas	86	Rondout, N.Y	68
Keokuk, Iowa	74	Shreveport, La	93
New York, Pa	84	St Louis, Mo	86
La Crosse, Wis	72	St Paul, Minn	69
Leavenworth, Kan	77	Vicksburg, Miss	90
Louisville, Ky	84	Yankton, D. T	68

Hauteur des eaux au-dessus de l'étiage (eaux les plus basses).

Augusta	6.05	Nashville, Tenn	5.09
Cairo, Ill	30.04	New Orléans	4.01
Cincinnati, O	14.02	Omaha, Neb	16.10
Davenport, Iowa	3.10	Pittsburgh, Pa	3.07
Keokuk, Iowa	4.10	Shreveport, La	20.00
La Crosse, Wis	5.01	St Louis, Mo	3.00
Leavenworth, Kan	4.08	St Paul, Minn	4.04
Louisville, Ky	4.06	Vicksburg, Miss	28.05
Memphis, Tenn	25.06	Yankton	9.09
		Yazoo	27.04

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 30 mai.—Temps : baromètre stationnaire, vent variant du sud est au sud-ouest, temps clair, ou partiellement couvert.

Température, 30 Mai 1878.

Thermomètre de G. Demarest, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade
6 h. du matin	75	24
Midi	84	29
3 h. P.M.	86	30
6 h. P.M.	84	29

Départ.—Passagers partis par le ligne fluviale de Mallet :

F S Barton, N Y; Mrs M A Shaler, Cincinnati ; Mlle E M Shaler, Louisville; J D Hodges, St Louis; O Duplantier, Washington; Ex gouverneur Jas M Smith, Fred Thomas, Columbus; H F Schultz, Europe via New York; O S Newell, Boston; Richard Ray et famille, Jacksonville, Fla; H P Duncan, N Y; Thomas McGill, Atlanta; Virgil Draper, Boston.

Voyageurs arrivés dans les principaux hôtels.—City Hotel : J W Griffin, Miss Point; Jas P Vighan; W Denny, Pascagoula; W B Smith, ville; J Brown, Morgan City; W M Quinn; T G Rice, Clinton, Miss; E S Woods, Summit et servante, Louisiana; J G Bennett et famille, Texas, Florida; C Allen et femme, Ste Marie; J Kilgore, Mags Hudson, Miss; Mme Pamelie Whitney; W W Mitchell, Philadelphie; Louis H Bellinger, Hartford; J H Robbins, Austin, Texas; F E Lumbar et femme, New Iberia; S F Gay, Mobile; F J Gay, Mme Johnson, Ouest Féliciana; P Butler, des Mines H C Nunir; H Sickenmeir, St. Louis; J A Eearly, Virginie; H Smith, Mobile; Wm Blake, femme et 3 enfants, Shreveport; Mme A Bowers, Mobile; Mme Stephen Gay, Bayou Teche; Chas M Shepard, Chicago; Capt Gibson, ville; Mr Evans, do.

La guerre de la Loterie.—La guerre de la loterie contre les vendeurs de billets de loterie de la Havane, prend des proportions épiques et nous donne le spectacle des procédures les plus singulières que l'on puisse imaginer. Nous allons tâcher de résumer ce qui s'est fait dans la journée, la soirée et la nuit de mardi, —

Mardi à deux heures après-midi, le juge municipal du premier district, M. Smith, a fait arrêter par l'agent de police attaché à sa cour, M. Agosti qu'il avait précédemment condamné à $25 d'amende et à cinq jours de prison en cas qu'on eût été relâché par ordre du juge Houston, de la Quatrième Cour de District, à la suite d'un mandat d'*habeas corpus*.

Le juge Smith a déclaré au prisonnier que le 16 courant il l'avait condamné pour violation de la loi 9 de 1874, relative à la vente de billets de loterie, que le juge de la 4me Cour de district l'avait relâché samedi soir, mais que croyant que cette Cour n'avait pas de juridiction dans l'affaire, il ne considérait pas son jugement comme valable pour lui et qu'il maintenait sa sentence et ordonnait que le prisonnier paie $25 ou elle en prison pour cinq jours. Agosti a donc été envoyé en prison.

Après cette sentence d'un ordre tout à fait inconnu dans les annales judiciaires, le juge municipal, accompagné de l'avocat C. H. Luzenberg, a présenté une pétition dans laquelle il est dit :

Qu'il craint que Jas. D. Houston, shérif de la Cour Criminelle et gardien de la prison de paroisse, désobéissant à son ordre lui fasse violence et que le shérif Fleurot se voyant appuyé dans toutes les villes du continent et il n'y a pas un drapeau qui ne vous parlera de ses gestes, ses manières. Vous pouvez acheter une bouteille de cette liqueur pour 10 sous. Trois doses vous suffiront.

Une vérité indéniable.— Vous mettez de sueur et si vous mouez une vie misérable dans le monde à cause de boue, c'est que votre foie ne fait pas son ouvrage pour vous rendre votre jeunesse et votre santé. Ne vous laissez pas prendre davantage par le fond des millions de personnes qui ont été guéries de la fièvre, de la constipation, de la dyspepsie, des maux de tête, des maux de dos, des douleurs, des rhumatismes, des maladies du foie, de la vessie, des reins, du sang, de la peau, etc., par l'usage du Bitter Electrique. Ce remède est garanti pour ne pas contenir de mercure, de minéraux ou de poisons. Il est fait avec des herbes, des racines et des écorces. Il est doux, mais il est prompt et sûr. Il est recommandé par les médecins, les ministres et les hommes d'affaires. Il est vendu par tous les marchands de Grenettes et Liqueurs et chez les pharmaciens en général.

Carrières de pierres, 20 rue de l'Hurtière.

Finlay & Thompson, 130 rue des Magasins.

F Lyon 42 rue du Canal.

St. Cyr Carrière, rue Esplanade et Remparts.

Frederick Bach, 139 rue du Canal.

Hava. rue Chartres.

Vogel & Tamo, coin Magasins et Felicité.

Tarch Baud, 647 rue des Magasins.

F O Girvin, coin Magasins et Lafayette.

R de Morgny, rue des Magasins.

Robert Thomas, coin Girod et Washington.

Julius Schmidt, coin Magasins et Tchoupitoulas.

John Frey, 859 rue des Magasins.

Wright & Co, 405 rue des Magasins.

Wright, 449 rue St. Charles et Washington.

Wright, rue Pittania

A. Mayer, 344 rue du Canal.

J. Kenning, coin Canal et Bolle

H. Wiesenburg, coin Dauphine et Conti.

Max. Heyn, 1000 rue Dauphine et Conti.

J. N. Wilson, coin Bienville et Carondelet.

Marcel Mayeux, coin Dumaine et Bourbon.

Mme Bonnet, coin Dauphine et Bienville.

P. Marchand, coin St. Philippe et Burgundy.

P. Rabel, coin Villeré et Ste. Anne.

A. P. Lecompte, coin Villeré et Ste. Anne.

Chas. Kleinpeter, coin Remparts et Ste. Louis.

Chas. Hymel, coin Marigny et Victory.

A. Berret, 152 rue des Grands Hommes.

F. K. Bogue, coin Remparts et Champs Elysées.

Mme Bonnet, coin Rue Francaise et Remparts.

G. Berger, coin Rue Esplanade et Roman.

B. Alex., coin Levasseur et Bourbon.

J. Bellot, coin Remparts et Bayou.

V. Vignaud, coin Rue Dauphine et Bienville.

A. Gaudet, coin Bienville et Derbigny.

A. Mendez, coin Bayou et Johnson.

J. Lafitte, 29 rue Burgundy.

L. Lafitte, 29 rue Burgundy.

J. Sacoman, Claiborne et Bayou.

Mme Bonnet, coin Rue Dauphine et Bienville.

A. Grunewald, coin Esplanade et Bayou.

Dépôt général Berke & Thompson No 66 Tchoupitoulas, 3 Nouvelle Orléans.

30 mai—1f

J. L. BALTZ,

Au No 91 de la rue de la Domaine, Nlle-Orléans,

Propriétaire du

Pavillon du Chemin de Fer,

A l'extrémité du chemin de fer de la ville, au bout Rafraîchissements aux prix de la ville.

26 mai—3m

Cours complet de Mathématiques et de Français,

Par le Professeur Ed. Grosjean, B. M.

PRIX MODÉRÉS. — S'adresser rue des Remparts No 8, entre Canal et Commune.

25 mai—1m

L'Excursion du Lac Pontchartrain aura lieu aujourd'hui, jeudi, 30 mai, par le bateau à vapeur *Pontchartrain*, capitaine Wm. Hall. Départ du quai de la rue Carondelet, à 9 heures A.M. Retour à 5 heures P.M. Prix de passage, 50 cents. Les enfants au-dessous de 12 ans, 25 cents. Les billets peuvent être obtenus à bord du bateau.

30 mai—1t

Voir la suite à la 4me page.

30.—Une abominable manœuvre. — Il est manifestement absurde de réclamer pour un simple administrateur, des propriétés toujours et ultérieures. Il est contraire à ce que nos lois nous les appellent que les marchands d'immeubles soient tenus à leur conduite, et refusés pour les rendre attrayants à ce agréables au goût, mais dans la haute décoration et de la nature la plus vile et la plus méritée. Le succès transcendant des "Monsters Sunday Illustrated", le tirage hebdomadaire capital des Etats-Unis, à valu à son sous-rang de charlatans à soupçonner de contrefaire ce remède extraordinaire, mais ils n'ont jamais pu réussir dans une large mesure et on beaucoup de ces fils en sont atteints à ces ordures beaucoup d'amants et de tribulations ayant été pourvoirie souvent pour contrefaçons et fraude. Les vrais "Bitters" ont certainement une base de spiritueux, mais ils sont par-dessus tout un remède, depuis que leurs ingrédients bon nègres peuvent pour avoir tous de pouvoir pour arrêter les frissons et la fièvre, guérir la dyspepsie, les maladies de foie, la constipation, et bien coup d'autres désordres.

Une vérité indéniable.— Vous mettez de sueur et si vous mouez une vie misérable dans le monde à cause de boue, c'est que votre foie ne fait pas son ouvrage pour vous rendre votre jeunesse et votre santé. Ne vous laissez pas prendre davantage par le fond des millions de personnes qui ont été guéries de la fièvre, de la constipation, de la dyspepsie, des maux de tête, des maux de dos, des douleurs, des rhumatismes, des maladies du foie, de la vessie, des reins, du sang, de la peau, etc., par l'usage du Bitter Electrique. Ce remède est garanti pour ne pas contenir de mercure, de minéraux ou de poisons. Il est fait avec des herbes, des racines et des écorces. Il est doux, mais il est prompt et sûr. Il est recommandé par les médecins, les ministres et les hommes d'affaires. Il est vendu par tous les marchands de Grenettes et Liqueurs et chez les pharmaciens en général.

Carrières de pierres, 20 rue de l'Hurtière.

Finlay & Thompson, 130 rue des Magasins.

F Lyon 42 rue du Canal.

St. Cyr Carrière, rue Esplanade et Remparts.

Frederick Bach, 139 rue du Canal.

Hava. rue Chartres.

Vogel & Tamo, coin Magasins et Felicité.

Tarch Baud, 647 rue des Magasins.

F O Girvin, coin Magasins et Lafayette.

R de Morgny, rue des Magasins.

Robert Thomas, coin Girod et Washington.

Julius Schmidt, coin Magasins et Tchoupitoulas.

John Frey, 859 rue des Magasins.

Wright & Co, 405 rue des Magasins.

Wright, 449 rue St. Charles et Washington.

Wright, rue Pittania

A. Mayer, 344 rue du Canal.

J. Kenning, coin Canal et Bolle

H. Wiesenburg, coin Dauphine et Conti.

Max. Heyn, 1000 rue Dauphine et Conti.

J. N. Wilson, coin Bienville et Carondelet.

Marcel Mayeux, coin Dumaine et Bourbon.

Mme Bonnet, coin Dauphine et Bienville.

P. Marchand, coin St. Philippe et Burgundy.

P. Rabel, coin Villeré et Ste. Anne.

A. P. Lecompte, coin Villeré et Ste. Anne.

Chas. Kleinpeter, coin Remparts et Ste. Louis.

Chas. Hymel, coin Marigny et Victory.

A. Berret, 152 rue des Grands Hommes.

F. K. Bogue, coin Remparts et Champs Elysées.

Mme Bonnet, coin Rue Francaise et Remparts.

G. Berger, coin Rue Esplanade et Roman.

B. Alex., coin Levasseur et Bourbon.

J. Bellot, coin Remparts et Bayou.

V. Vignaud, coin Rue Dauphine et Bienville.

A. Gaudet, coin Bienville et Derbigny.

A. Mendez, coin Bayou et Johnson.

J. Lafitte, 29 rue Burgundy.

L. Lafitte, 29 rue Burgundy.

J. Sacoman, Claiborne et Bayou.

Mme Bonnet, coin Rue Dauphine et Bienville.

A. Grunewald, coin Esplanade et Bayou.

Dépôt général Berke & Thompson No 66 Tchoupitoulas, 3 Nouvelle Orléans.

30 mai—1f

Le juge municipal Smith condamné pour mépris de Cour.—Le juge municipal Smith a été cité à comparaître hier, à six heures du soir, devant la quatrième Cour de district pour répondre à une accusation pour mépris de cour, pour avoir enfreint les ordres du juge Houston.

A six heures, le juge Smith a comparu accompagné de M. Luzenberg, son avocat. M. Dalsheimer soutenait l'accusation. Après l'interrogatoire et les débats, le juge Smith a été condamné à dix jours de prison pour mépris de cour. Il a naturellement déclaré de ce résultat, mais l'audience a été suspendue avant qu'il ait prononcé sa sentence.

Le contrat du capt. Eads.—La chambre de commerce de la Nlle-Orléans vient de passer des résolutions favorables à la demande du capt. Eads pour la modification de son contrat. Il n'y a aucun inconvénient à retirer un peu le chenal dans sa profondeur, au contraire les jetées en seront fortifiées ; et il n'y a nul danger à faire les versements sollicités pourvu qu'il y ait toujours en réserve une somme considérable pour garantir que les travaux seront accomplis dans leur entier. Ces résolutions ont été adressées aux membres du Congrès qui y représentent la Louisiane.

Accusation de détournement.—Hier à midi, Jos. Christen, a été arrêté au coin des rues Decatur et Conti, en vertu d'un mandat émis par le juge Billings, lequel accusait un droit d'exiger. Les chambres sont grandes et bien aérées. Il y règne pendant les mois d'été une fraîcheur délicieuse. La cuisine est excellente. On prend des arrangements avec les pensionnaires qui passent la saison à l'hôtel. "The Royal" a passé encore

THE OCEAN HOUSE,

Scarborough le Longbranch du Canada. C'est un bel hôtel, complètement sur la plage même, à Barling Bay. Les fenêtres battent de la baie (Ontario), d'un côté et de Burlington Bay de l'autre, ce qui est excellent. Un service d'omnibus et de voitures du dépôt de la gare de la ville, sans frais aux hôtes. Les prix sont très modérés, et les chambres sont bien aérées et bien meublées. Les salles à manger sont vastes et bien éclairées. Les repas sont servis avec soin et sont excellents. Les chambres sont spacieuses et bien aérées